



Madame la Préfète, Madame la directrice Académique,  
Mesdames et messieurs les membres de ce CDEN,

Notre département a besoin d'ambitions... au pluriel.

Nous devons avoir l'ambition de retrouver un dialogue social de qualité, après des années de détérioration. Cela passe par un calendrier des instances communiqué bien en amont, bien construit permettant d'anticiper tous les votes possibles et garantissant une réception des documents avec suffisamment de temps pour en prendre connaissance, les analyser.

Des ambitions, notre carte scolaire premier degré doit en avoir, en répondant à tous les besoins identifiés, en procurant aux élèves et à leurs enseignant.es les meilleures conditions possibles. Hélas, ce n'est pas encore le cas. Malgré une baisse démographique continue, malgré une nouvelle année sans retrait, malgré une ouverture des listes complémentaires, nous ne sommes pas en mesure de donner tous les moyens nécessaires. Certains diront que nous voyons le verre à moitié vide, d'autres le verre à moitié plein, mais nous pouvons partager le constat que, bien que nous ayons fait au mieux en fonction des moyens alloués, nous n'avons pas su répondre positivement à toutes les situations, des choix vont être faits et donc des renoncements aussi. La faute à qui ? Aux collègues toujours plus nombreux qui prennent des disponibilités, qui démissionnent ou bien à l'absence d'anticipation et/ou de prévention à leur sujet ? A un département trop grand ou bien à un nombre bien trop insuffisant de moyens pour y répondre (postes de remplaçants, budget alloué trop court) ?

Nous le répétons depuis des années, notre département doit s'interroger sur ces pertes d'élèves considérables et récurrentes et surtout y répondre. Mettons-nous tout en place pour accueillir de jeunes familles ? A-t-on suffisamment de places dans la petite enfance ?

La question de l'accueil des enfants de 2 ans se pose. Ils ne sont toujours pas comptabilisés dans la grande majorité des écoles. Cette non-prise en compte dégrade leurs conditions d'accueil. La scolarité n'étant obligatoire qu'à partir de 3 ans, ne devrait-il pas y avoir plus de places dans d'autres structures (crèche, MAM,...) ? L'école ne peut se substituer à ces dernières et limiter leur développement qui dépend des collectivités. Vous le savez bien, on ne peut pas prétendre faire venir de nouvelles familles sans essayer de tout mettre en place pour répondre, pour elles aussi, à leurs besoins, la bonne cuisine aveyronnaise n'étant malheureusement pas suffisante.

L'amélioration de l'organisation de notre tissu scolaire demeure inaboutie, malgré un travail entamé. Mettre tous les acteurs autour d'une table, échanger, partager des expériences, se décentrer, n'a jamais fait de mal, bien au contraire. Nous renouvelons donc notre invitation à mettre en place une table ronde afin de faire progresser collectivement notre département.

En tant que républicains, nous devons également tout mettre en œuvre pour favoriser la mixité sociale car en Aveyron, comme partout ailleurs, elle ne va pas d'elle-même et certains préfèrent développer l'entre-soi. Cela passe par des règles partagées et c'est bien difficile quand l'enseignement est double, et que l'accueil des élèves, en école privée, peut se faire sous conditions.

Pour finir, après des années Blanquer asphyxiantes, un COVID éprouvant et qui n'est pas si loin, peut-être pouvons-nous avoir l'ambition simple d'avoir une année scolaire apaisée où chacun, dans son domaine de compétences, pourra œuvrer sereinement pour le bien du Service Public d'Education.